

LES ESCADRONS DE LA MORT AU RWANDA.

Extraits du témoignage du Prof. Filip REYNTJENS, suite à une mission belge effectuée au Rwanda (en Septembre 1992), composée, en dehors de l'auteur de ce témoignage, de Willy KUYPERS (Sénateur), Johan SCHEERS (Avocat de Bruxelles), Rik de GENDT (Journaliste), et de Wilfried VAN den STORME (Consul Honoraire du Rwanda à Anvers).

Les indications que nous avons sur l'existence, la composition et les activités d'un «réseau zéro» sont basées sur les témoignages de deux personnes ayant été associées à ce groupe, les témoignages de trois personnes, dont deux officiers supérieurs qui sont bien informés sur ce groupe, des témoignages dans la région du Bugesera en particulier (...)

(...) Les objectifs du groupe responsable pour les troubles étaient annoncés comme suit, à ceux qui les rejoignaient: le multipartisme est cause de l'anarchie et du désordre; les gouvernements Nsanzimana et Nsengiyaremye ne valent rien; il faut donc discréditer le changement en cours.

Au niveau national, le noyau de ce groupe est constitué *notamment* par les personnes suivantes: NZIRORERA Joseph (ancien ministre, député de Ruhengeli), ZIGIRANYIRAZO Protais (ancien préfet de Ruhengeli, beau-frère du Président), RWABUKUMBA Séraphin (PDG de la Centrale, beau-frère du Président), Col. SERUBUGA Laurent (ancien Chef d'Etat-major adjoint de l'armée), Col. SAGATWA Elie (Secrétaire particulier du Président, beau-frère du Président), Mr NTIRIVAMUNDA Alphonse (Directeur général des Ponts et Chaussées, beau-fils du Président), Capt. SIMBIKANGWA Pascal (fonctionnaire à la présidence, beau-frère du Col. Sagatwa), Col. BAGOSORA, Directeur de cabinet au Ministère de la défense, cousin du Président), Maj. NKUNDIYE (Commandant de la Garde Présidentielle) et le Col. NSENGIYUMVA Anatole (Chefs des renseignements militaires). D'autres personnes ont été citées... A part le noyau

central, le groupe dispose de relais locaux ou régionaux chargés de l'exécution sur place; c'est ainsi que dans le Bugesera, ce rôle a été joué notamment par Fidèle RWAMBUKA, le bourgmestre (Maire) de Kanzenze.

En général, les opérations visent soit la perturbation des activités de certains partis politiques, le M.D.R. et le P.L. en particulier, soit la provocation de désordres, voire même d'affrontements sanglants. Nous pouvons illustrer ces opérations à l'aide de quelques exemples.

Un exemple de perturbation d'activités d'autres partis politiques s'est produit en septembre 1991 à l'occasion d'un meeting organisé par le M.D.R. à Ruhengeli. Quelques membres du groupe, transportés en véhicules des ponts et chaussées et de la Garde présidentielle (GP), ont d'une part recruté des jeunes pour perturber le meeting, et d'autres part quatre jeunes gens qui devaient tuer quatre leaders du M.D.R. (TWAGIRAMUNGU, MUREGO, KARAMIRA et BAGARAGAZA). Puisque quelqu'un (dont l'identité est connue) a été témoin des préparatifs, il a été décidé de ne pas procéder à l'assassinat de ces leaders. Cependant le meeting a été violemment perturbé. Puisque les incidents avaient été enregistrés sur cassettes vidéo, le commandant de la G.P. a fait saisir et détruire la bande. Une Autre tentative de causer le désordre ... fin du mois de juillet 1991, lorsque les Interahamwe (milices du M.R.N.D.) ont barré des routes aux alentours de Kigali, aidés et encouragés par plusieurs des personnalités citées plus hauts. Un diplomate d'une ambassade occidentale en est témoin.

Cependant, la technique la plus inquiétante consiste dans des tentatives de causer des affrontements meurtriers. Nous possédons des témoignages très précis de ces déstabilisations au Bugesera et à Kibuye.

Au Bugesera, les affrontements ont fait plusieurs centaines de morts, beaucoup plus de blessés et des milliers de déplacés. En mars 1992, des *Interahamwe* et des militaires de la G.P. (un total d'environ 75 militaires) ont été envoyé au Bugesera. Les militaires étaient en civil et armés de poignards et de pistolets. Les personnes (responsables administratifs O.P.J., I.P.J...) qui auraient pu gêner l'opération avaient été mutés à l'avance. Les fauteurs de troubles ont été transportés par des véhicules des ponts et

chaussées; l'essence nécessaire à l'opération (incendier les maisons) était fournie par MM Rwabukumba et Nzirorera, aurait été transporté par Hassan NGEZE (rédacteur en chef du célèbre Hebdomadaire extrémiste: KANGURA) et stockée chez le bourgmestre Rwabuka. Arrivés initialement (sur les lieux), les Interahamwe et les militaires, aidés par les Interahamwe locaux, se mélaient dans la population. Ensuite, ils attaquaient quelques cibles définies à l'avance, des familles tutsi ou appartenant à l'opposition; de là, les violences se répandaient.

La complicité de certains services est évident immédiatement évacué par un véhicule de la gendarmerie, qui a également récupéré les douilles; quelques unes des personnes qui avaient attaqué les déplacés pour attirer LOCATELLI avaient été appréhendées par les déplacés et emmenés au parquet, qui les a relâchés sans même enregistrer leur identité; ces personnes, pourtant d'une importance cruciale pour l'enquête, ont disparu sans laisser de trace. On notera également le rôle central joué par les services des ponts et chaussées; non seulement mettent-ils en oeuvre des véhicules et des bons de commande d'essence, mais le Fond routier sert de véritable caisse noire pour le financement d'un bon nombre d'activités illégales (certaines sources affirment qu'il sert également au financement du M.R.N.D.).

La préfecture de Gikongoro devait suivre après celle de Bugesera ... mais s'étant rendu compte que c'est difficile pour ce genre de manipulation... c'est à Kibuye que, en Août dernier, la déstabilisation sera étendue....

Les activités de ce groupe ont un triple effet: sabotage du processus de démocratisation, qui ne peut se dérouler correctement dans un contexte de déstabilisation, intimidation de la composante tutsi de la population et des partis d'opposition, handicap du processus d'Arusha, puisque le message donné est évidemment que ni les réfugiés, ni les membres du F.P.R. seront en sécurité s'ils se décidaient à rentrer au Rwanda. Ces actions sont dès lors profondément anti-démocratique et violatrice des droits de l'homme; à la limite, elles pourraient résulter dans une véritable guerre civile montée de toutes pièces... Afin de faire la lumière la plus complète possible sur ces événements et d'éviter leur répétition, une enquête internationale approfondie est impérieuse.

Prof. Filip REYNTJENS (le 9-10-1992).